Voltaire
réseau voltaire.net
magazine quotidien d'analyses internationales
18 mai 2004
N°122 - France : 0,56 € - ISSN : 1762-5157

FASCISME ET PHILANTHROPIE

Sasakawa, un criminel de guerre respecté

Leader d'un parti fasciste nippon, Ryoichi Sasakawa développa une armée privée pour exploiter la Mandchourie et la Mongolie. Convaincu des pires crimes pendant la Seconde Guerre mondiale, il ne fut pas jugé par les alliés, mais recyclé par les États-Unis pour lutter contre le communisme. S'appuyant sur des organisations criminelles, les *yakusas*, il prit le contrôle du Parti libéral au pouvoir et se constitua une des plus grandes fortunes du monde. Se muant en bienfaiteur de l'humanité, il finança une fondation philanthropique qui servit aussi à appliquer ses conceptions politiques dans des États du tiers-monde.

page 2

Une Europe de la justice ou de l'injustice ?

TRIBUNES LIBRES INTERNATIONALES

Brigitte Zypries et Dominique Perben se félicitent du développement du rapprochement du droit civil et pénal français et allemand. D'une manière fort malhonnête, ils utilisent des avancées du droit matrimonial pour justifier la coopération en cours en matière de guerre au terrorisme. Or, celle-ci inclut également les États-Unis et, à la suite de l'*USA Patriot Act*, remet parfois en cause des droits fondamentaux. Une situation que déplore Jimmy Carter.

page 8

REPÈRE : 18 MAI 1942

La Shoah ? « Strategically irrelevant »...

Le gouvernement US avait mis en place dès 1941 un bureau fédéral chargé d'interviewer des réfugiés originaires des pays de l'Axe afin de collecter des informations. Apprenant que des travaux importants sont en cours dans l'ancienne caserne polonaise d'Oswieczim (Auschwitz en allemand) ils demandent des informations à la résistance polonaise. L'OSS classe le rapport avec la mention « *Just another political prison camp* ». Le 18 mai 1942, le FBI interviewe trois réfugiés qui ont réussi à s'évader d'un convoi pour Terezin. L'un deux, ancien gendarme, a été témoin de massacres organisés par les SS et décrit en détail le camp de Birkenau. « *On y tue systématiquement les gens : enfants, femmes, vieillards. Les autres travaillent jusqu'à leur mort* » note le rapport. Une copie sera envoyé au Pentagone. Elle est classée avec la mention « *Strategically irrelevant* ». En août 1942, un autre réfugié confirme les faits... toujours sans susciter de réactions. Pour l'historien de l'holocauste Richard Breitman, il s'agit d'une « *des plus graves faillites des services de renseignement* ». ■

L'EMPIRE SUSPECTE LES COMPTES DES DIPLOMATES

La modeste banque Riggs, réputée être la banque préférée des ambassades à Washington, est dans le collimateur des autorités fédérales pour avoir violé de façon « *délibérée et systématique* » les lois sur le contrôle des transactions et du blanchiment. Elle a été condamnée à 25 millions de dollars d'amende pour avoir hébergé le compte de la femme de l'ambassadeur d'Arabie Saoudite destiné aux bourses aux étudiants saoudiens nécessiteux. Or, deux des étudiants saoudiens accusés d'être des pirates de l'air du 11 septembre en avaient bénéficié.

Suprême ironie, on trouve parmi les hauts cadres de la banque un certain Jonathan J. Bush, qui n'est autre que l'oncle de George W., dont il a financé les campagnes. Les autorités fédérales ont démenti des influences politiques dans les procédures en cours. Considérant les dangers d'une situation où tout État -même allié- est suspect de terrorisme, la Riggs a décidé de fermer les comptes des diplomates. ■

Fascisme et philanthropie

Sasakawa, un criminel de guerre respecté

Leader d'un parti fasciste nippon, Ryoichi Sasakawa développa une armée privée pour exploiter la Mandchourie et la Mongolie. Convaincu des pires crimes pendant la Seconde Guerre mondiale, il ne fut pas jugé par les alliés, mais recyclé par les États-Unis pour lutter contre le communisme. S'appuyant sur des organisations criminelles, les *yakusas*, il prit le contrôle du Parti libéral au pouvoir et se constitua une des plus grandes fortunes du monde. Se muant en bienfaiteur de l'humanité, il finança une fondation philanthropique qui servit aussi à appliquer ses conceptions politiques dans des États du tiers-monde.

Ryoichi Sasakawa est né en 1899 à Minoo prés d'Osaka. Il fait fortune en spéculant sur les marchés locaux du riz. En 1927, il fonde le Kokubosha (Société de défense nationale) puis, en 1931, le Kokusui Taihuto (Parti de masse des peuples patriotiques), deux formations ultra-nationalistes. Il organise ainsi une armée regroupant 15 000 miliciens qui participent à des opérations de pillage en Chine, parfois en collaboration avec le Kodama Kikan, une organisation fasciste dirigée par son ami Yoshio Kodama. Il s'agit officiellement de contrôler la production et l'exportation de ressources stratégiques. Les « *seigneurs de la guerre* » amassent ainsi une fortune considérable en Mandchourie et en Mongolie avec l'appui du gouvernement impérial. Sasakawa et Kodama, grâce à

leurs armées privées - Sasakawa ira jusqu'à créer une unité aérienne composée d'une vingtaine d'avions et d'un aéroport à Osaka -, escroquent de riches commerçants chinois et trafiquent l'opium pour leur propre compte... Sasakawa sera d'ailleurs arrêté en 1936, la police lui reprochant d'avoir organisé en Chine un syndicat du crime ; il sera rapidement relâché.

Parallèlement à ces activités mafieuses, qui croisent ceux de la diplomatie japonaise [1], Sasakawa tente de renforcer son influence dans les milieux politiques nippons. En 1939, afin de consolider l'alliance entre le Japon et l'Italie, il rencontre Mussolini qu'il décrit avec enthousiame comme le *« parfait fasciste et dictateur »*. Admirateur du Duce, il fait défiler ses milices en uniformes noirs. En 1942, il est élu à la Diète, le parlement japonais. Son programme, ultra-nationaliste et militariste, sert les intérêts économiques des « *seigneurs de la guerre* », il consiste à exiger l'intensification des opérations militaires dans le sud-est asiatique.

Yoshio Kodama

À la fin de la guerre mondiale, les « *seigneurs de la guerre* » sont enfermés avec les autres criminels de « *Classe A* » dans la prison de Sugamo. Kodama et Sasakawa côtoient Nobusuke Kishi, futur homme clé du Parti démocrate libéral [2], et Shiro Ishii, l'homme qui a dirigé les expériences du Camp 731 [3]. Le Parti démocrate libéral est un véritable parti unique qui dirige le Japon depuis la défaite, avec la bénédiction de Washington. Les services secrets états-uniens, dans un rapport de 1946, décrivent ainsi les deux chefs fascistes : *« [La] longue implication [de Kodama] dans les activités ultra-nationalistes, parfois violentes, et sa capacité à rallier la jeunesse font de lui un homme qui représentera sûrement un risque majeur pour la sécurité. [Sasakawa] apparaît comme un danger potentiel pour l'avenir du Japon (...) C'est un homme riche qui n'a aucun scrupule à utiliser sa fortune (...) Il n'est pas contre le fait de retourner sa veste pour profiter d'une opportunité »* [4]. La CIA lui offre cette opportunité en lui proposant de devenir un combattant de la Guerre froide.

Un parrain yakusa combattant de la Guerre froide

Les ultra-nationalistes Sasakawa et Kodama constituent des appuis solides pour reconstruire le Japon qui doit devenir la vitrine asiatique de l'économie de marché. Le général Willoughby, responsable des services secrets états-uniens, recrute des hommes de main dans la prison de Sugamo. Kodama a une grande expérience de l'espionnage : ses activités en Mandchourie ne se sont pas limitées au pillage, il a aussi organisé sur place un efficace service d'espionnage qui a communiqué de nombreux renseignements à l'armée impériale. Sasakawa, de son côté, dirige une armée privée composée de soldats expérimentés parmi lesquels les services secrets états-uniens vont recruter des informateurs, des briseurs de grève et des « agents secrets ». L'ancien criminel de guerre, qui considère son séjour à Sugamo comme *« des vacances offertes par le bon dieu »* est libéré, comme ses compagnons Shiro Ishii et Yoshio

Kodama, en 1948. En échange de l'impunité, les criminels de « *Classe A* » mettent leurs réseaux politiques, militaires et mafieux au service de la lutte contre le communisme menée sous l'autorité des États-Unis au Japon et en Asie du sud-est.

Ryoichi Sasakawa, que l'on surnomme le *Korumaku*, (« l'homme de l'ombre ») devient alors un acteur décisif de la reconstruction du Japon. Il finance, avec son ami Kodama, le Parti démocrate libéral. À plusieurs reprises, il influence l'élection du Premier ministre (il soutient Sato en 64 et Kakuei Tanaka en 72). Ses contacts politiques lui permettent d'accroître sa fortune ; en 1959, grâce à son ancien compagnon de Sugamo, le Premier ministre Nobusuke Kishi [5], il est nommé Président de la Fédération des organisateurs de courses de hors-bord (qui dépend du ministère des Transports). En 1994, la Fédération déclare 2 000 milliards de yens de chiffre d'affaire dont 3.2% sont à la discrétion de Sasakawa [6].

Parallèlement à ses activités officielles, Sasakawa poursuit sa carrière de *yakusa* ultra-nationaliste. En 1954, il rejoint le Butoku kai (l'Association des vertus martiales), un groupe de pression militariste et fascisant comprenant plusieurs « *Classe A* », notamment l'ancien directeur de la Mitsubishi, importante compagnie de fabrication de munitions, et le Premier ministre Yoshida Shigeru. Il soutient aussi des associations anticommunistes comme Nihon goyu renmei, un groupe de vétérans de la Seconde Guerre mondiale, et la fédération Zen-ai kaigi. Le *Korumaku* brise les grèves et traque les opposants politiques grâce à ses milices dont l'existence n'est jamais officiellement dévoilée. Sasakawa prétend être à la tête d'une armée de huit millions d'hommes. Il préside en tous cas de nombreuses associations qui servent de couverture à ses activités mafieuses. Ses clubs de karaté et de danse du sabre comprennent plus de 3 500 000 membres ; il dirige aussi des groupes explicitement fascistes comme la Fédération internationale pour la victoire sur le communisme (IFFVOC) revendiquant 160 000 membres. Cette armée fait de Sasakawa un des *yakusas* les plus respectés du Japon ; lui et son ami Kodama dominent l'univers mafieux et règlent les différends entre les gangs rivaux [7].

Par ailleurs, à partir de 1963, Sasakawa devient le principal conseiller du Révérend Sun Myung Moon. Il encourage l'expansion de l'Eglise de l'unification (secte Moon) [8]. Avec Moon et Tchang Kaï-Chek, il fonde la Ligue anticommuniste mondiale (WALC), résultat de la fusion entre la Ligue anticommuniste des peuples asiatiques (APALC) et le Bloc des nations anti-bolcheviques (ABN). L'organisation, réunissant des factions extrémistes des services secrets états-uniens, sud-coréens et taïwanais, est à l'origine d'interventions militaires en Amérique du sud et en Asie [9].

Sasakawa a facilité le coup d'État contre le leader indonésien Sukarno et a soutenu, par l'intermédiaire d'une association d'entraide, le dictateur philippin Marcos [10].

La philanthropie selon Sasakawa

L'influence politique de Ryoichi Sasakawa conjuguée à ses activités mafieuses lui ont permis de construire, avec l'assentiment des autorités états-uniennes, un

empire financier colossal. S'engageant dans une carrière de philanthrope, il investit une partie de son butin dans une fondation, la plus richement dotée avant la puissante Fondation Ford. Celui qui s'enorgueillit d'être *« le fasciste le plus riche du monde »* n'a jamais caché son désir d'obtenir, comme son ami Jimmy Carter, le Prix Nobel de la Paix. Il n'obtiendra « que » le Helen Keller international award, le Linus Pauling medal for humanitarism et la médaille de la paix décernée par les Nations Unies.

Sasakawa, bienfaiteur du Saint-siège
L'argent n'a pas d'odeur.

Le budget de la Fondation Sasakawa fait oublier le passé trouble de son fondateur et attire de nombreux responsables d'organisations internationales, souvent liées aux Nations Unies, soucieux d'obtenir des fonds pour financer leurs projets. Le prix des Nations Unies pour l'environnement, le prix Sasakawa pour la santé, le prix des Nations Unies pour la prévention des catastrophes témoignent des efforts consentis par le parrain *yakusa*. En février 1978, il verse, par l'intermédiaire de sa fondation pour l'industrie de construction navale, un demi million de dollars à l'ONU et en 1979, un million à l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), devenant ainsi le plus important mécène des organisations onusiennes. Mais cette générosité a un revers. Le clan Sasakawa (Ryoichi et ses trois fils) entend contrôler les organisations qui reçoivent ses dons. En 1999, alors que l'élection d'un lettré égyptien à la tête de l'UNESCO semble être acquise, des représentants africains votent contre leur candidat, assurant l'élection d'un diplomate japonais, Matsuura. Il semblerait que la Fondation Sasakawa ait promis des « dons » en échange des voix des délégués africains. En 1996 et 1993, deux rapports internes de l'ONU mettaient déjà en évidence les irrégularités dans l'élection d'un autre japonais peu scrupuleux, Hiroshi Nakajima [11], à la tête de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) [12]. Encore une fois, le clan Sasakawa est accusé d'organiser la corruption. Reconnaissant, Nakajima fait ériger une statue de son bienfaiteur, Sasakawa, dans le hall de l'OMS à Genève. La puissante fondation nippone, principal donateur privé de l'OMS, sait se rendre indispensable : en 1996, elle verse 10 millions de dollars pour un programme d'élimination de la lèpre [13].

La Fondation Sasakawa cofinance aussi avec la Fondation Jimmy Carter le « Sasakawa-Global 2000 », un programme agricole destiné à une dizaine de pays d'Afrique [14]. Une profonde amitié entre l'ex-président des États-Unis et le parrain nippon est à l'origine de cette collaboration philanthropique.

En France, une « filiale » de la Fondation a été déclarée d'utilité publique en 1990, elle finance l'Institut d'Asie orientale de Lyon [15], le festival d'Aix en Provence, le musée Guimet, des concerts du Théâtre du Châtelet et des activités liées au CNRS...

Qui protège Alberto Fujimori ?

Récemment la Fondation Sasakawa a été impliquée dans le scandale de la stérilisation forcée de 300 000 femmes péruviennes [16]. L'ex-président Alberto Fujimori est actuellement réfugié au Japon ; les autorités péruviennes tentent en vain de l'extrader afin de le juger pour *« crimes contre l'Humanité »*. Alberto Fujimori est accusé d'avoir organisé le Grupo Colina, un escadron de la mort responsable de l'élimination de membres de la guérilla maoïste du Sentier lumineux [17]. Les députés péruviens le suspectent aussi d'avoir planifié la stérilisation de femmes indiennes. Entre 1995 et 2000, selon un rapport d'une commission parlementaire, 331 600 femmes ont été stérilisées et 25 590 hommes vasectomisées. Cette campagne d'eugénisme, destinée à pacifier des foyers de contestation indienne et à satisfaire le FMI qui inclut dans ses critères des exigences de contrôle démographique [18], a été financée principalement par l'Agence américaine pour le développement international (Usaid) et par le Fonds des Nations Unies pour la population. La Nippon Zaidan, une des annexes de la Fondation Sasakawa, a également fourni des fonds pour cette vaste opération d'inspiration malthusienne ; sa présidente, Ayako Sono, est le principal soutien d'Alberto Fujimori qui a obtenu la nationalité japonaise afin d'échapper à la justice péruvienne. Il semble que la Fondation Sasakawa ait gardé de solides relations au sein du gouvernement japonais et participe toujours activement à des opérations « secrètes » en Amérique latine.

Yohei Sasakawa

Ryoichi Sasakawa meurt en 1995 sans avoir pu obtenir le Prix Nobel de la Paix tant convoité. Ses trois fils le remplacent à la tête de la puissante fondation Sasakawa et continuent les affaires sans rompre avec les réseaux et les pratiques du père. Yohei est le Président de la fondation [19] : il siège au conseil d'administration de la filiale française et a rencontré à plusieurs reprises l'ami de la famille, Jimmy Carter. Takashi maintient les relations avec la pègre, et a notamment tenté d'acheter le Shelburne Hotel Casino d'Atlantic City afin de s'implanter dans le milieu du jeu aux États-Unis [20]. La fondation Sasakawa, trop « généreuse » pour être menacée, couvre donc toujours des activités mafieuses et des opérations diplomatiques aux objectifs inavouables.

Denis Boneau

---

[1] Contrairement aux thèses de l'historiographie états-unienne, la Seconde Guerre mondiale ne dure pas de 1941 à 1945, ni comme le prétend l'historiographie européenne de 1939 à 1945, mais de 1931 au 17 août 45. Elle ne débute pas en Europe avec l'invasion de la Pologne par les troupes du Reich en septembre 1939, mais sur le front asiatique. En 1931, le Japon envahit la province chinoise de la Mandchourie. La Chine apparaissait jusque là comme la chasse gardée des grandes puissances coloniales européennes, Grande-Bretagne, France et URSS en tête. La prise de Shangaï par l'armée impériale en 1937, et l'alliance de Tokyo avec l'Italie fasciste et l'Allemagne nazie en 1936-1937 positionnent déjà le Japon du côté des forces de l'Axe. Une position confirmée par l'attaque contre la base navale états-unienne de Pearl Harbor, en décembre 1941. La guerre ne prend fin qu'après la capitualation du Japon.

[2] Nobusuke Kishi devient Premier ministre en 1957 grâce au soutien de Yoshio Kodama et de Ryoichi Sasakawa.

[3] Le 731ème régiment de l'armée impériale s'installe dans la ville chinoise d'Harbin en 1931. Le camp de prisonnier d'Harbin sert de laboratoire d'expérimentation sur des êtres humains. Les scientifiques japonais utilisent des prisonniers chinois puis, à partir de 1942, états-uniens et soviétiques, afin de déterminer si la résistance à certaines maladies mortelles dépend de la « *race* » des sujets contaminés. 3 000 cobayes humains meurent du typhus, de la peste, du choléra, de la syphilis, victimes des expériences du Mengele japonais : Shiro Ishii. Lorsque l'armée rouge libère Harbin, les derniers cobayes humains sont gazés et les Japonais tentent d'effacer toute trace des expériences du camp 731. Shiro Ishii rentre au Japon. Les services secrets états-uniens lui offrent la liberté en échange de ses comptes-rendus des recherches d'Harbin. Shiro Ishii meurt en 1959, sans jamais vraiment avoir été inquiété.

[4] Scott Anderson, Jon Lee Anderson, *Inside the League, The schocking exposé of how terrorists, nazis and latin american death squads have infiltred the World anti-communist league*, Dodd, Mead and Company éd., New York, 1986.

[5] Ibid, p. 63.

[6] Philippe Pons, « Japon, La richissime fondation Sasakawa est mise en cause par le Parlement », *Le Monde*, mercredi 15 juin 1994.

[7] Fabrizio Calvi, Olivier Schmidt, *Intelligences secrètes, Annales de l'espionnage*, Hachette, 1988, p. 261-262.

[8] Voir « Révérend Moon, le retour », *Voltaire*, 26 mars 2001.

[9] Voir « La Ligue anti-communiste mondiale, une internationale du crime », *Voltaire*, 12 mai 2004.

[10] Jeffrey M. Bale, « Privatising covert action : the case of the Unification church », *Lobster*, Mai 1991.

[11] À peine élu directeur de l'OMS, le docteur Nakajima est arrêté à la frontière russe en possession d'icônes volées et inculpé de trafic d'œuvres d'art.

[12] Thierry Meyssan, « Le bon docteur Nakajima », *Exit le journal*, 12 février 1994. Et Serge Garde, « L'odeur du Yen », *L'Humanité*, mardi 8 octobre 2002.

[13] « Organisation mondiale de la santé, scandales et gabegie », *Le Point*, n°1334, 11 avril 1998.

[14] Serge Garde, « Un parfum de corruption », *L'Humanité*, mardi 14 octobre 2003.

[15] En mars 2002, un chercheur du CNRS, Philippe Pelletier, a démissionné pour dénoncer le financement de l'Institut par la Fondation Sasakawa. Cet acte n'a suscité que l'indifférence des autorités françaises. Le directeur de l'annexe française, Tominaga, a déclaré ne rien connaître des activités de Ryoichi Sasakawa. Serge Garde, « L'odeur du Yen », op.cit.

[16] Serge Garde, « Pérou, imposture du programme de contrôle des naissances, 300 000 femmes stérilisées en quatre ans », *L'Humanité*, mardi 3 décembre 2002.

[17] Voir *Las mafias contraatacan* par Herbert Mijica Rojas, Red Voltaire/IPI, 3 janvier 2003.

[18] Françoise Barthélémy, « Une politique d'État froidement élaborée, Stérilisation forcée des indiennes du Pérou », *Le Monde diplomatique*, mai 2004.

[19] En 1994, le quotidien *Mainichi* a publié la liste d'une centaine de fonctionnaires en retraite ayant reçu des pots de vin (au total 7.3 milliards de yens par an) de la part de la fondation Sasakawa.

[20] Fabrizio Calvi, Olivier Schmidt, *Intelligences secrètes*, op. cit., p. 262.

Une Europe de la justice ou de l'injustice ?

Analyse

Salman Rushdie commente les élections indiennes dans le *Washington Post*, *The Independent* et *Le Monde*. Il voit dans la défaite du BJP une sanction de sa passivité face aux violences anti-musulmanes. Et il interprète la victoire du Parti du Congrès comme le fruit d'un vote protestataire issu du retour de l'antagonisme opposant les pauvres ruraux aux riches urbains. Toutefois cette tribune, largement diffusée, frappe par la prudence de son expression : le BJP, parti prônant un État hindouiste exclusif, est critiqué pour sa passivité face aux violations des Droits de l'homme, pas pour son idéologie fanatique qui a suscité ces violences. De même, il critique le Parti du Congrès pour l'autoritarisme dont il a fait preuve, il y a trente ans, et lui reproche de tirer profit du retour de la lutte des classes pourtant imputable à la politique anti-sociale du BJP.

Le prix Nobel de la paix José Ramos-Horta justifie dans le *Wall Street Journal* la guerre entreprise par les Etats-Unis contre l'Irak au motif qu'elle a permis de renverser la dictature de Saddam Hussein. Son analyse se fonde sur la croyance en des sondages selon lesquels les Irakiens se sentiraient plus heureux aujourd'hui. Pourtant que valent ces sondages alors que, fin mars, le peuple irakien s'est soulevé et que les forces d'occupation ont été contraintes, pour reprendre certaines villes, de les bombarder à nouveau ?
Le démocrate Joseph I. Lieberman exprime dans le même quotidien le choc qu'il a ressenti à la vision des photos de tortures en Irak. Avec une candeur déroutante, il s'interroge sur la cause de ces agissements : seraient-ils inhérents à la guerre ? ou proviendraient-ils du développement de la pornographie et de l'immoralité sur internet ? Quoi qu'il en soit, il les condamne moralement, mais n'admet pas pour autant qu'ils déstabilisent le secrétaire à la Défense, le républicain Donald Rumsfeld. Rappelons que M. Lieberman est un des

parlementaires les plus engagés en faveur d'Israël et qu'il n'a jamais critiqué l'usage de la torture par Tsahal.

Christopher Whitcomb, ancien patron du Groupe de réponse aux incidents critiques au FBI, revient dans le *New York Times* sur l'absence de coordination entre la CIA et le FBI. C'est à tort que le public y verrait une guerre des polices, alors qu'il ne s'agit que de barrières bureaucratiques visant à prévenir des excès de pouvoir. La création d'un centre de coordination entre les deux agences n'a pas permis de résoudre les problèmes de fond. Il faut réorganiser toute la communauté du renseignement autour de trois domaines de compétence : le contre-terrorisme, la guerre et l'assistance diplomatique.
Les ministres allemand et français de la Justice, Brigitte Zypries et Dominique Perben, se félicitent dans *Le Figaro* de leur action commune aussi bien en matière civile que pénale. D'une manière fort malhonnête, ils utilisent les avancées concernant le règlement des problèmes matrimoniaux des couples binationaux comme des justifications de la coopération en cours en matière de guerre au terrorisme, une coopération qui inclut également les États-Unis et qui, à la suite de l'US Patriot Act, remet parfois en cause des droits fondamentaux. C'est justement sur ce point que Jimmy Carter proteste dans le *Washington Post*. Il affirme que la généralisation des violations des Droits de l'homme dans le monde sont la conséquence des lois anti-terroristes des États-Unis et des adaptations des systèmes juridiques des États alliés à ces lois. Il aura fallu deux ans et l'ouverture d'une campagne électorale présidentielle au Centre Carter pour en prendre conscience.

Le professeur Chris Reus-Smith de l'Australia National University s'étonne dans *The Age* de l'exception politique que représente le gouvernement de John Howard. Il est le seul, dans l'histoire australienne, à s'être aligné ainsi sur les États-Unis, et l'un des rares au monde à considérer que l'unipolarité actuelle est une bonne chose. Il faut admettre aujourd'hui qu'il est irresponsable de suivre Washington dans toutes ses aventures.

Enfin, le *Los Angeles Times* reproduit le discours du chef d'orchestre Daniel Barenboim devant la Knesset. L'artiste israélien y souligne le fossé qui sépare l'idéal des pères fondateurs d'Israël de la triste réalité actuelle. Il plaide pour un retour aux principes originels qui avaient convaincu sa famille, et bien d'autres, de devenir israélienne.

Réseau Voltaire

Salman Rushdie

Salman Rushdie est auteur et essayiste. Il a longtemps vécu sous le coup d'une condamnation à mort du pouvoir religieux iranien pour son ouvrage *Les Versets sataniques*. Il a récemment écrit *Step Across This Line*.

« La nouvelle ère de l'Inde »

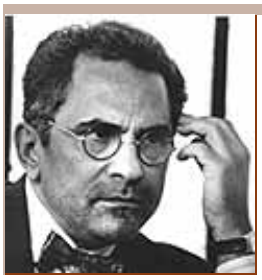
Source : Washington Post
, The Independent
, Le Monde
Référence : « India's New Era », par Salman Rushdie, *Washington Post*, 14 mai 2004.
« My pleasure in India's hopeful election results », *The Independent*, 15 mai 2004.
« Un précieux moment d'espoir en Inde », *Le Monde*, 15 mai 2004.

La chute du gouvernement indien est un grand choc politique qui fait un surprenant écho à la défaite d'Indira Ghandi en 1977. Le BJP n'avait pas les mêmes tendances autocratiques qu'Indira Ghandi, mais il avait lui aussi fermé les yeux sur des atteintes aux Droits de l'homme, au premier rang desquelles on comptait les massacres de musulmans, notamment dans l'État du Gujarat où il est même accusé de complicité. La victoire du parti du Congrès dans cet État laisse d'ailleurs penser que la population a été écœurée par ces comportements comme elle avait été écœurée par l'attitude du pouvoir en 1977.

Ces élections ont fait ressurgir les vieilles divisions de la société indienne et les rivalités riches-pauvres et ville-campagne. Ainsi, la bourgeoisie urbaine a voté pour l'ancien gouvernement quand les milieux pauvres, surtout ruraux, ont voté contre. C'est la manifestation du creusement des inégalités en Inde. Il faut admettre que les élites économiques ne voient pas non plus d'un mauvais œil la victoire du parti du Congrès et que les marchés n'ont pas trop mal pris la défaite de leurs favoris, mais les dépossédés de l'Inde ont fait entendre leur voix. Désormais, les partis au pouvoir savent ce qu'il leur coûtera de négliger leur bien-être.

J'espère que, dans cette nouvelle ère qui s'ouvre en Inde, le pays rejettera la dénonciation des étrangers que le BJP avait utilisé durant sa campagne et que l'enseignement de l'histoire du pays échappera aux idéologues et aux extrémistes.

Jose Ramos-Horta



Jose Ramos-Horta qui a reçu le Prix Nobel de la Paix en 1996 est ministre des Affaires étrangères du Timor oriental.

« Parfois, une guerre sauve des peuples »

Source : Wall Street Journal
Référence : « Sometimes, a War Saves People », par Jose Ramos-Horta, *Wall Street Journal*, 13 mai 2004.

Le nouveau gouvernement espagnol a cédé devant la menace terroriste et a retiré ses troupes d'Irak, suivi par le Honduras et la République dominicaine. Ce ne sont probablement pas les derniers États à prendre cette décision et chaque fois qu'un pays se retire, il donne l'impression que la Coalition des volontaires en Irak est faible et que plus les terroristes commettent de crimes, plus d'États partiront.

En tant que Prix Nobel de la paix, je déplore, comme beaucoup, l'usage de la force, mais parfois elle s'impose. C'est pour cela que j'avais soutenu l'attaque du Cambodge par le Vietnam pour chasser Pol Pot, l'attaque de la Tanzanie contre l'Ouganda pour chasser Idi Amin ou l'intervention française en Centrafrique pour renverser Bokassa. J'ai également soutenu l'intervention au Kosovo et en Afghanistan. Pourquoi l'Irak serait-il différent de ces interventions de ces pays ? Nous ne devons pas oublier les crimes de Saddam Hussein, un tyran qui a gazé son peuple et qui a menacé ses voisins. Sa chute offre la possibilité d'instaurer une démocratie. C'est pour cela que les extrémistes du monde musulman, qui souhaitent un retour à l'Age de pierre, se battent si férocement contre cette éventualité.

La situation en Irak n'est pas réjouissante, mais les sondages démontrent que les Irakiens estiment être mieux aujourd'hui qu'il y a un an. L'Irak expérimente la liberté pour la première fois de son histoire. Face aux loyalistes de Saddam Hussein et à Al Qaïda, les États-Unis doivent s'appuyer sur les chiites modérés et surtout sur l'ayatollah Sistani. Il faut également rétablir le prestige états-unien en sévissant contre le petit nombre de soldats qui a commis des abus sur les prisonniers irakiens. Nous devons également déployer une force de l'ONU dans le pays même si les États-Unis conserveront un rôle moteur.

Joseph I. Lieberman

Joseph I. Lieberman est sénateur démocrate du Connecticut et ancien candidat à l'investiture démocrate à l'élection présidentielle états-unienne de 2004. Il est membre du conseil d'administration du Nixon Center.

« Laissez-nous avoir foi »

Source : Wall Street Journal
Référence : « Let Us Have Faith », par Joseph I. Lieberman, *Wall Street Journal*, 14 mai 2004.

J'ai été abasourdi par les photos de la prison d'Abu Ghraib qui montrent un monde sans valeurs, sans limites et sans lois. J'ai été choqué par le traitement réservé aux prisonniers par les gardiens et par le manque de respect dont ils ont fait preuve. Ces soldats ont également montré un manque de respect envers eux-mêmes et envers leur propre dignité humaine. Comment ces faits ont-ils pu être commis par des hommes portant l'uniforme des États-Unis, une nation dont les valeurs ont été définies dans la Déclaration d'indépendance et qui stipule que tous les hommes sont dotés par le Créateur de droits inaliénables ?
Ces actes sont-ils la conséquence de la guerre ? Sont-ils le fruit d'un ordre émanant de leur hiérarchie ? Ou bien sont-ils la conséquence du développement de la pornographie et de la violence dans les films et sur Internet ? Nous ne pouvons pas encore répondre à ces questions, mais nous devons mener une enquête sur les agissements qui ont été commis afin de démontrer de façon ferme que ces comportements, qui sont aussi ceux de nos ennemis, ne sont pas acceptables pour nous. Nous ne devons pas non plus laisser cette affaire affaiblir notre résolution en Irak et pour cela, même s'il a commis des erreurs, Donald Rumsfeld doit rester en poste car sa démission serait un encouragement pour les opposants, étrangers et intérieurs à notre présence en Irak.

Christopher Whitcomb

Christopher Whitcomb est ancien directeur du renseignement du Groupe de réponse des incidents critiques du FBI. Il est l'auteur de *Cold Zero*.

« L'aiguille dans la base de données »

Source : New York Times
Référence : « The Needle in the Database », par Christopher Whitcomb, *New York Times*, 14 mai 2004.

Le renseignement est l'essence vitale de la guerre au terrorisme, mais aujourd'hui il soulève beaucoup de questions compte tenu de son incapacité à éviter les attentats du 11 septembre, à retrouver Ben Laden et de son erreur d'appréciation sur les armes de destruction massive irakiennes.
Les États-Unis ont constitué le système de renseignement le plus étoffé du monde, mais il fonctionne mal car il est constitué d'une quinzaine d'agences semi-autonomes et peu coordonnées. Chacune a son directeur et sa propre mission et parfois celles-ci entrent en compétition. Le second problème est le secret. Chaque agence dispose de ses propres codes secrets et de ses propres systèmes de classification. En outre, compte tenu des missions de chaque

agence, une information essentielle devra passer de bureau en bureau avant qu'elle ne reçoive l'autorisation d'être donnée aux personnes pouvant l'exploiter.

Le Centre d'intégration de la menace terroriste constitué conjointement par la CIA et le FBI pourrait régler partiellement cette question, mais la décision de « qui a accès à quoi ? » continue de durer des heures et, au moment où la décision est prise, il faut encore résoudre le problème des différents systèmes de codage informatique, des différentes procédures et structures légales. Ce problème est souvent résumé à une opposition FBI-CIA pour le public qui s'interroge sur l'absence de travail en commun des deux agences, ignorant qu'une partie des murs entre les deux agences vise à protéger la vie privée des citoyens.

Nous devons prendre plusieurs mesures pour résoudre ces problèmes. Tout d'abord, le directeur de la CIA doit disposer du contrôle de toutes les agences qui devront être regroupées en trois divisons : le contre-terrorisme, la guerre et l'assistance diplomatique. Il faut faire la différence entre espionnage extérieur et intérieur, mais il faut s'occuper des deux. Il faut également unifier notre système de classification des informations.

Brigitte Zypries, Dominique Perben

Brigitte Zypries est ministre allemande social-démocrate de la Justice.

Dominique Perben est ministre français UMP de la Justice.

« L'Europe de la Justice, une ambition commune »

Source : Le Figaro
Référence : « L'Europe de la Justice, une ambition commune », par Brigitte Zypries et Dominique Perben, *Le Figaro*, 14 mai 2004.

Le troisième Conseil des ministres franco-allemand qui s'est tenu à Paris aujourd'hui a été l'occasion de renforcer la coopération entre nos pays, notamment dans le domaine judiciaire. La France et l'Allemagne veulent être le moteur d'une Europe de la Justice, un projet sur lequel nous travaillons depuis janvier 2003 et qui a déjà donné naissance en novembre 2003 à un règlement communautaire sur le droit matrimonial et l'autorité parentale. Toujours dans le domaine du droit civil, notre prochain travail commun consistera à harmoniser la question de la tutelle des personnes majeures.

Face au développement préoccupant de la criminalité organisée, il est également nécessaire de renforcer notre coopération en matière pénale. Les gouvernements français et allemand ont travaillé pour intégrer dans les juridictions nationales les nouveaux outils élaborés à 15. Le Parlement vient de doter la France des instruments juridiques indispensables pour mieux lutter contre la criminalité organisée et transnationale. La France et l'Allemagne ont également pris l'initiative de constituer un groupe de travail sur la création d'un casier judiciaire européen, une nécessité mise en avant lors du Conseil des ministre européen du 26 mars qui a fait suite aux attentats de Madrid. Nos experts ont déjà identifié les solutions techniques nécessaires à sa mise en place. Nous avons également renforcé

notre coopération bilatérale dans la lutte contre le terrorisme. Il s'agit d'objectifs qui seront réactualisés et renouvelés à chaque sommet.

Jimmy Carter

Le pasteur baptiste Jimmy Carter est ancien président des États-Unis (1977-1981). Il a reçu le prix Nobel de la paix 2002 et préside le Carter Center à Atlanta.

« Les germes d'un scandale des droits en Irak »

Source : Washington Post
Référence : « The Seeds Of a Rights Scandal In Iraq », par Jimmy Carter, *Washington Post*, 14 mai 2004.

Pour nous assurer de ne pas avoir de nouveaux embarras en matière de Droits de l'homme, nous devons nous pencher sur les politiques qui ont rabaissé les critères d'exigence de notre nation en la matière.
Immédiatement après le 11 septembre 2001, beaucoup de citoyens états-uniens traumatisés et apeurés ont accepté la nouvelle approche de Washington, persuadés que nos dirigeants poursuivraient leur engagement international. Mais très vite les ONG internationales et les défenseurs des Droits de l'homme ont compris les implications de la nouvelle approche. Ils ont également compris ce que cela risquait de coûter aux États-Unis. Ils ont donc demandé d'avoir accès aux centres de détention et le respect de la Convention de Genève, mais jusqu'à il y a peu, ces préoccupations étaient largement ignorées.
Les sujets d'inquiétudes essentiels sont :

- Les incarcérations étendues et arbitraires de résidents états-uniens étrangers originaires du Moyen-Orient.
- Les détenus de Guantanamo.
- Les déclarations du secrétaire à la Défense affirmant que les contraintes des Conventions de Genève ne s'appliquent pas aux interrogatoires de prisonniers suspectés de terrorisme.
- Les plaintes répétées du CICR sur le traitement des prisonniers
- Les envois de prisonniers dans des pays où la torture est pratiquée.

Le Carter Center a réuni sur le thème de la défense des Droits de l'homme des représentants issus de 41 pays. Lors de cette réunion, il est apparu que, sous l'impulsion des États-Unis, des lois antiterroristes sapant les principes démocratiques apparaissent partout dans le monde. Il faut cesser d'encourager ce mouvement et au contraire, défendre les défenseurs des Droits de l'homme qui sont nos meilleurs alliés pour un monde juste.

Chris Reus-Smit

Chris Reus-Smit dirige le département des relations internationales à l'Australia National University. Il est membre du Comité national consultatif sur les Affaires étrangères et l'auteur de *American Power and World Order*.

« Les risques pour l'Australie dans le chemin suivi par Howard »

Source : The Age
Référence : « The risks for Australia in Howard's way », par Chris Reus-Smit, *The Age*, 14 mai 2004.

La primauté de la puissance américaine dans le monde et les liens étroits unissant l'Australie aux États-Unis sont les pierres angulaires de la politique étrangère de John Howard. Jamais un gouvernement australien n'a été aussi persuadé du bien fondé de la puissance états-unienne et de la rationalité des dirigeants de Washington. Le gouvernement Howard est unique dans l'histoire de l'Australie par sa conception de l'unipolarité comme un plus pour l'ordre et la paix du monde.

Les États-Unis ne peuvent pas cependant avoir une hégémonie mondiale réelle et absolue. Les États occidentaux ne dépendent plus de l'armée états-unienne comme lorsqu'ils étaient menacés par un adversaire commun à l'époque de la Guerre froide et les économies sont toutes interdépendantes. Le système international est fondé sur des organisations multilatérales dont les États-Unis peuvent encore fixer l'ordre du jour, mais dont ils ne peuvent pas fixer les règles seuls. En outre, les États sont aujourd'hui concurrencés par des acteurs internationaux non-étatiques. Mais tous ces éléments, l'administration Bush ne les conçoit pas et elle se croit capable de diriger complètement le monde. Suivre les États-Unis dans cette voie est irresponsable. Il est nécessaire de réévaluer nos politiques internationales et de nous interroger sur la façon d'utiliser notre relation particulière avec Washington pour pousser les États-Unis à avoir une approche plus constructive concernant l'ordre international.

Daniel Barenboim

Daniel Barenboim est pianiste et chef d'orchestre israélien. Il est directeur musical du Chicago Symphony Orchestra et du Berlin Staatskapelle

« Israël ignore ses principes fondateurs »

Source : Los Angeles Times
Référence : « Israel Ignores Founding Principles », par Daniel Barenboim, *Los Angeles Times*, 14 mai 2004. Ce texte est adapté d'un discours prononcé devant la Knesset.

Je suis arrivé d'Argentine en Israël à l'âge de dix ans, en 1952. Mes parents et moi croyions alors aux principes de la déclaration d'indépendance, un texte qui énonçait un idéal et qui nous a transformés de juifs en Israéliens. Ce texte affirmait vouloir créer une société dont tous les citoyens seraient égaux quels

Orchestra.

que soient leur foi, leur race ou leur sexe. Il assurait la liberté religieuse, de conscience, de langage, d'éducation ou de culture. Les pères fondateurs affirmaient rechercher la paix et les bonnes relations avec les États et les peuples voisins.

Aujourd'hui je me demande comment nous faisons pour ignorer le vertigineux fossé qui existe entre ces principes et la situation actuelle. Le texte ne parle pas de l'occupation et de la domination d'un peuple, il n'affirme pas plus que notre indépendance doit se faire au détriment des autres. Le peuple juif ne peut pas se permettre de faire subir à d'autres ce qu'il a subi ou de rechercher une fin idéologique à un conflit au lieu de trouver une solution pragmatique, fondée sur l'humanisme et la justice sociale.

La place d'Israël dans le monde dépend de son respect de ses principes fondateurs. Dès lors, il n'est pas possible de résoudre militairement le conflit israélo-arabe. Il faut trouver d'autres moyens et c'est ce que nous avions commencé à faire avec Edward Saïd en constituant un groupe de musiciens israélo-arabes. J'ai également donné l'argent du Prix de la fondation Wolf à des projets d'éducation musicale en Israël et à Ramallah.

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale.*Voltaire* est publié par les Éditions Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

Directeur de la publication : Thierry Meyssan.

ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution.*Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 $; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 $; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zelande 2,99 $; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .